



HAL
open science

Quelques remarques sur le socialisme et le post-socialisme chinois.

Pierre-Noël Giraud

► **To cite this version:**

Pierre-Noël Giraud. Quelques remarques sur le socialisme et le post-socialisme chinois.. Vom sozialistischen VEB zum kapitalistischen Unternehmen, Neuen Deutsch-Französischen Jahrbücher, pp.Préface, 2020. ⟨hal-02976973⟩

HAL Id: hal-02976973

<https://minesparis-psl.hal.science/hal-02976973v1>

Submitted on 2 Nov 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Pierre-Noël Giraud¹

Octobre 2020

Postface à la traduction allemande du livre de Christian Von Hirschhausen
« Du combinat socialiste à l'entreprise capitaliste. Une analyse des réformes
industrielles en Europe de l'est » :

Christian von Hirschhausen - *Vom sozialistischen VEB zum kapitalistischen
Unternehmen* (November 2020)

publié par :

Neuen Deutsch-Französischen Jahrbücher

**Quelques remarques sur le socialisme et le post-socialisme en Chine.
Et sur les hypothèses formulées par Christian von Hirschhausen dans sa
conclusion de 1993²**

**D'importantes différences entre le socialisme chinois entre 1949 et 1978 et le
socialisme soviétique.**

Tout d'abord, dans le processus de prise du pouvoir.

En Russie, la prise du pouvoir est issue d'une insurrection urbaine organisée par un petit parti d'intellectuels exilés qui réussit à soulever des Soviets d'ouvriers et de soldats. Le succès est largement dû au génie politique de Lénine qui, presque seul au sein du parti bolchevik a compris en octobre 1917 que « le moment était venu ». On sait qu'il fût émerveillé de cet improbable succès et qu'il dansa dans la neige quand le pouvoir des Soviets eut dépassé d'un jour celui de la Commune de Paris. Ensuite une terrible guerre civile entre l'Armée rouge à peine constituée et les armées blanches formées par les officiers du Tsar et appuyées par les puissances étrangères.

En Chine, le parti communiste parvient au pouvoir par une guerre populaire prolongée de plus de 20 ans, en inventant une stratégie qui, dès les années 30, est radicalement opposée à celle de la III^{ème} internationale : s'appuyer sur et organiser les masses paysannes, encercler les villes par les campagnes. La « première guerre civile » en Chine, entre le PCC fondé en 1921 et le Kuomintang alors au pouvoir, commence avec l'écrasement sanglant en 1927 d'une insurrection urbaine et prolétaire à Shanghai, organisée par un PCC fidèle à cette époque à la stratégie de la III^{ème} internationale. Le Kuomintang pourchasse alors implacablement l'armée populaire du PCC et la contraint à se réfugier dans les montagnes du sud ouest. A l'issue de la « longue marche » de 1934-35, pendant laquelle Mao s'affirme comme dirigeant du parti et de l'armée, les communistes ont concentré leurs troupes dans le nord du pays pour harceler l'occupant japonais qui a occupé la Mandchourie. En 1937, le PCC contraint le Kuomintang à une trêve et à une alliance pour combattre l'invasion du Japon et les troupes du PCC sont formellement intégrées dans celles du Kuomintang. Enfin, après

¹ Professeur d'Economie à Mines ParisTech PSL et Université Mohammed VI Polytechnique, Chaire « Economie Industrielle de l'Emergence de l'Afrique » et à Dauphine PSL, Chaire « Finance et Développement Durable ».

² Je remercie très vivement Moritz Herman de m'avoir proposé cette postface, Christian von Hirschhausen de l'avoir accepté, Jean François Huchet et Sylvain Lazarus pour de passionnantes discussions autour de ces questions.

la défaite du Japon en 1945, le PCC se retourne contre le Kuomintang et remporte la victoire, par une guerre largement « conventionnelle », dans la « seconde guerre civile », en 1949

Différences également dans le fonctionnement interne du parti communiste

Dès son accession au pouvoir, Staline élimine physiquement tous ses opposants et supprime toute « lutte entre les deux voies » au sein du parti bolchevik. Au contraire en Chine, avant et après la prise du pouvoir en 1949, « la lutte entre les deux voies » est permanente au sein du PCC. Avec, après 1949, trois épisodes majeurs. Le bilan de la guerre de Corée, entraînant un très vif débat sur la nature et le rôle de l'armée populaire, qui opposa Mao et Peng Dehuai (commandant des troupes chinoises en Corée) et bien sur, le « Grand bond en avant » lancé en 1958, puis la « Révolution culturelle » entre 1966 et 1976.

De plus, Mao comme ses adversaires se sont refusés à éliminer physiquement leurs opposants (du moins les dirigeants), comme s'ils voulaient les garder en réserve du parti et de l'État chinois. Ainsi, aucun haut dirigeant de la « vieille garde » du parti n'a été exécuté durant la Révolution culturelle, même si certains, comme Peng Dehuai, furent à ce point maltraités que cela a certainement précipité leur fin. De même, après que Wang Hongwen, jeune dirigeant de la commune de Shanghai, un moment envisagé par Mao comme un successeur possible, eut échoué à ramener l'ordre entre les factions maoïstes rivales des ouvriers de chemin de fer en pleine Révolution culturelle, lutte qui paralysait la Chine, Mao envoya le vieux routier qu'était Deng Xiaoping, qui régla le problème. Deng, bien qu'opposé à la Révolution culturelle, sera ensuite protégé par Mao et mis à l'abri et en réserve du parti dans le sud du pays. Il revint au pouvoir, comme on le sait, en 1978. Quand aux dirigeants actuels dont Xi Jinping, tous fils de hauts cadres dirigeants (on les appelle les « princes rouges »), la Révolution culturelle, qui a interrompu leurs études et les a envoyés travailler dans les communes populaires, leur aura au moins permis de connaître un peu mieux leur pays.

Comme si la caste dirigeante chinoise, très endogame et coupée du peuple, se protégeait en tant que telle en s'interdisait de se déchirer gravement, contrairement à la tradition occidentale où l'on coupe volontiers la tête des rois, et savait s'administrer quand nécessaire des injections de réalité populaire. Ainsi le parti communiste chinois tiendrait-il sa longévité de ce que, dirigé par une élite qui évite de s'entredévorer, traversé par des débats politiques sur la « ligne » et cependant hautement pragmatique, il « plonge » aussi profondément dans le peuple, certainement bien plus que ne le faisait le mandarinat impérial, à qui il est trop facilement comparé.

En 30 ans d'existence, entre 1949 et 1978, le socialisme chinois s'est profondément différencié du modèle soviétique.

S'il fallait résumer la différence de deux mots mot ce serait probablement : l'organisation des unités de base du parti-Etat en « communes populaires » et « danweis », organisation promue pour des raisons tant idéologiques et politiques que de défense nationale, et le « poids des paysans » dans la population.

Au moment du bilan de la guerre de Corée, puis du Grand bond en avant et dans la Révolution culturelle, Mao a privilégié une organisation de l'État en entités de base

de plusieurs milliers à dizaine de milliers de personnes le plus autonomes possible : les « communes populaires » dans le monde rural et les « danweis » dans le monde urbain.

Comme les combinats dans le socialisme soviétique, ce sont des « morceaux du parti-État » poly-fonctionnels. Avec cependant une conception encore plus étendue de la poly-fonctionnalité, qui concernait la production elle-même. On sait les tentatives d'industrialisation à la campagne durant le Grand bond en avant, souvent malheureuses s'agissant de l'industrie lourde comme les hauts fourneaux. Quant aux « danweis » de l'industrie lourde, ils comprenaient aussi des unités de production agricole et de l'industrie légère.

Les deux autres fonctions étant, comme dans le combinat soviétique, d'assurer l'essentiel des services sociaux aux membres (santé, éducation, logement, retraites) et d'exercer de manière décentralisée le contrôle politique du parti-état. Il faut préciser qu'il s'agit certes de contrôle, mais communes et danweis sont aussi les entités de base de la vie politique, des mobilisations et des campagnes idéologiques lancées par le parti.

Quant à la menace militaire soviétique et américaine, bien réelle, Mao pensait, contre les tenants de la voie soviétique d'une armée conventionnelle appuyée sur l'industrie lourde, voie défendue par Peng Dehuai à la fin de la guerre de Corée, que la dispersion dans le territoire d'entités autonomes, en particulier dans l'industrie de l'armement et celles qui la soutiennent, permettrait en cas d'invasion de résister en organisant des guerres populaires à partir du fond des provinces.

On peut ainsi penser, rétrospectivement, que la vision du socialisme de Mao était faite d'entités poly-fonctionnelles le plus autonomes possibles, au sein et entre lesquelles la poursuite de la « lutte des classes dans le socialisme » devait progressivement réduire les « grandes différences », creusées par les sociétés de classes antérieures, entre : travail manuel / intellectuel, villes / campagnes, hommes / femmes. Mais ce processus devait être fermement dirigé par le parti-Etat, à la manière de l'ancienne « bureaucratie céleste »³, avec cependant les différences importantes que l'on a soulignées.

Dans la conception de Marx et celle de Lénine, au moins avant la révolution d'octobre⁴, le socialisme est une période de transition vers le communisme où l'Etat doit « dépérir » et les différences de classe disparaître. En réalité, ni en Union soviétique ni en Chine, l'Etat n'a « dépéri » durant la période socialiste. Mais en Chine avec Mao, le socialisme se voulait au moins « réduction des grandes différences », c'est à dire en pratique, réduction de la base matérielle de l'existence de classes. La marche vers la société communiste, où elles auraient disparu, est conçue comme une réduction concrète de ces différences. Ceci ne pouvait être mis en pratique que dans des morceaux de parti-Etat de taille réduite certes, mais aussi le plus autonome possible.

Ce thème est absent du socialisme soviétique, ainsi d'ailleurs que celui de la « lutte des classes dans le socialisme ». Pour beaucoup d'historiens anglo-saxons récents⁵, la vision du socialisme de Mao n'était en fin de compte qu'une utopie « anarchiste ».

³ Balazs, Etienne, *La Bureaucratie Céleste*, Gallimard

⁴ Voir en particulier « L'Etat et la révolution », 1917

⁵ Mac Farquhar, Roderick et Schoenhals, Michael : « La dernière révolution de Mao. Histoire de la Révolution culturelle 1966-1976 ». Gallimard pour l'édition en français

On devrait cependant en méditer l'idée : non pas abolir les classes et l'Etat, mais réduire toujours plus les bases matérielles de l'existence des classes : les grandes différences.

Une autre différence importante est que la Chine en 1978 est encore un pays essentiellement paysan et rural : 80 % de la population vit dans les zones rurales où elle est organisée en communes populaires et seulement 20 % de la population est urbaine et organisée dans les danweis.

Or, en trente ans de socialisme chinois, la population rurale, en raison en particulier d'une politique nataliste : « une bouche de plus à nourrir c'est aussi deux bras pour la nourrir », n'a jamais réussi à dégager les surplus nécessaires pour développer à grande échelle l'industrie. Alors que l'extorsion du surplus rural fut opérée avec la très grande brutalité que l'on sait en URSS dans les années trente, au profit d'une industrialisation lourde très centralisée, entièrement orientée par la perspective de guerre avec l'Allemagne nazie, puis de confrontation stratégique avec les Etats Unis.

Cependant, au cours même de la Révolution culturelle, dans les années 70, se sont accumulées les conditions d'une future « révolution verte » à la campagne, c'est à dire d'une forte augmentation des rendements à l'hectare fondée sur des semences améliorées, l'usage d'intrants chimiques et les travaux d'irrigation. Si bien qu'en 1978, tout était en place pour une croissance rapide de la productivité agricole et l'apparition d'un surplus de production qui pouvait être réinvesti massivement dans le développement urbain.

Reste que les caractéristiques que donne Christian von Hirschhausen du socialisme valent pour le socialisme chinois en 1978, à savoir que ce n'était pas une « économie » et que tous les concepts capitalistes y avaient été effectivement « vidés de leur contenu » (marchandises, monnaies, prix, salaires, profits, entreprises, propriété privée).

De plus, les analyses très originales de Christian von Hirschhausen sur la différence entre la coordination formelle par le « Plan » et la coordination réelle, laquelle est largement « bricolée » par les responsables de combinats et les membres locaux du parti, valent et sont même encore plus pertinentes pour la Chine. En effet, à la fin de la Révolution culturelle, en 1978, seuls 700 produits relevaient de la planification centrale par Pékin, contre 51.000 en URSS au moment du départ de Gorbatchev en 1991. Le premier souci des « réformateurs » chinois en 1978 fut d'ailleurs de renforcer la planification centrale, fort malmenée par la Révolution culturelle.

Qu'en est-il en 2020 des deux hypothèses que Christian von Hirschhausen formulait en 1993 pour l'avenir de la Chine?

Il n'est pas question, dans cette courte postface, de refaire à propos du post-socialisme en Chine le travail de Christian von Hirschhausen sur le post socialisme en URSS et en Europe de l'est. La séquence 1978 - 2020 en Chine est d'ailleurs relativement bien documentée⁶. On y retrouve les mêmes grands courants d'analyse que pour le post-

⁶ Pour une remarquable synthèse, en 2006, je recommande l'article de Jean-François Huchet. « The emergence of capitalism in China: An historical perspective and its impact on the political system ». Social Research: An International Quarterly 73 (1):1-26 (2006)

socialisme soviétique, allant des « libéraux », pour qui « le » capitalisme, universel par nature, ne peut se déployer que dans une démocratie parlementaire, aux « institutionnalistes », qui prennent en compte la diversité des institutions étatiques et de la « culture » du pays et donc la diversité des capitalismes. Cependant, comme à propos de l'URSS, presque tous considèrent, contrairement à Christian von Hirschhausen, que le socialisme chinois, était un « capitalisme d'Etat », certes très rural, et que les concepts de l'économie étaient pertinents pour l'analyser. Ce qui les conduisait en majorité à juger les politiques maoïstes comme des « folies » idéologiques anarchisantes ayant perturbé gravement le développement du capitaliste d'Etat chinois, tout comme le font les historiens cités en note 5

En conséquence, la grille d'analyse de Christian von Hirschhausen pour le passage du socialisme au post-socialisme reste très précieuse pour la Chine où la question de l'identification des « ruptures » entre un « socialisme » qui n'était pas une économie et un « post socialisme » partout singulier se pose, comme en URSS et en Europe de l'est.

La monétarisation

La monétarisation commence en Chine dans le monde rural dès 1978. Une fois livrées les quantités planifiées, les familles de paysans sont en effet autorisées à vendre leur production agricole excédentaire sur les marchés locaux et urbains proches, à des prix de marché. Cette forte incitation « capitaliste » à la production, s'appuyant sur les conditions qu'on a dites enfin réunies d'une augmentation de la productivité agricole, engendre un développement rapide de ces « marchés ». En même temps, la main d'œuvre excédentaire dans l'agriculture est autorisée à s'employer dans des « Towns and Village Entreprises (TVEs) », qui fleurissent alors en grand nombre dans les campagnes et produisent des biens de consommation courante, également vendus à des prix de marché. Ces entreprises sont au départ la propriété « collective » de leurs membres, mais évolueront ensuite vers une propriété, en pratique privée, de leurs dirigeants, dont les cadres locaux du parti.

La monétarisation des « danweis » industriels et urbains est plus lente et se déploie surtout dans les années 1990 et 2000. Elle s'accompagne de la création de plusieurs véritables banques, spécialisées ou régionales, toutes publiques, qui dans les années 2000 sont en mesure d'intervenir sur les marchés internationaux de capitaux et ont fait entrer à leur capital (en position minoritaire) les grandes banques globales

Pour la période plus récente et une analyse originale du capitalisme chinois dans sa stratégie externe, je recommande : Ruet, Joël : « Des capitalismes non alignés. Les pays émergents, ou la nouvelle relation industrielle du monde ». Raison d'Agir, Paris, 2016

L'auteur anglo-saxon de référence sur les réformes économiques en Chine est à mes yeux Barry Naughton.

En allemand :

Felix Wemheuer, *Chinas große Umwälzung. Soziale Konflikte und Aufstieg im Weltsystem*, Köln, 2019, S. 84-127; 176-248

Tobias ten Brink : *Chinas Kapitalismus. Entstehung, Verlauf, Paradoxien*, Frankfurt am Main, 2013

La « capitalisation »

Christian von Hirschhausen désigne par là : l'éclatement du combinat poly-fonctionnel, la création, à partir de certaines de ses activités productives antérieures, d'entreprises de production gouvernées par la recherche de profits et coordonnées avec les autres par des marchés. enfin la reprise des fonctions sociales et de contrôle politique par d'autres instances.

Ce processus fut brutal, rapide et chaotique en URSS, conduisant à l'appropriation des ressources productives du pays par une bande d'oligarques et un personnel politique corrompu. Il fut en général plus maîtrisé, quoique toujours brutal, en Europe de l'est et en RDA.

Trois traits me semblent caractériser ce processus en Chine. 1) Il est très contrôlé par le parti-Etat et s'étale sur de longues années. 2) Il est différencié selon qu'il s'agit des communes populaires, des gros danweis de l'industrie lourde, de défense et technologique, ou des autres « petits » danweis urbains. 3) Enfin le parti-Etat unique conserve le contrôle politique étroit de la population, sous des modalités qui évoluent et font désormais largement appel aux technologies numériques.

La commune populaire disparaît assez vite sous l'effet de la monétarisation. L'unité productive de base redevient la famille paysanne, à qui la terre est donnée en bail de longue durée et à qui les logements sont vendus à bas prix. Mais des « services publics » nationaux ou provinciaux, d'éducation, de santé, d'assurances sociales sont encore loin d'être pleinement déployés dans les campagnes, en remplacement de ceux qu'assurait la commune populaire. Si bien que c'est largement l'augmentation des revenus des paysans qui permettra de laisser à leur seule initiative la satisfaction de ces besoins sociaux, avec ce qui restait de ces services dans les communes. Et ceci explique en grande partie le très fort taux d'épargne de la population rurale. Ainsi, bien qu'en quarante ans 500 millions de personnes soient sorties en Chine de la « pauvreté absolue » (telle que définie par les organisations internationales), persistent encore en 2020 des poches de grande pauvreté rurale, qui font aujourd'hui l'objet de politiques ciblées de la part des provinces.

Les grands danweis industriels⁷ ont connu un processus de « capitalisation » plus progressif, qui ne débute vraiment qu'à la fin des années 80, un peu avant Tien An Men.

Dans des enquêtes d'usines conduites par Sylvain Lazarus à Canton en 89⁸, les ouvriers disaient que « la destruction du « bol de riz en fer » avait déjà commencé. Le « bol de riz en fer » signifiait la situation éminente de la « classe ouvrière » dans le socialisme chinois. Il assurait à vie aux ouvriers : revenus, services sociaux étendus et considération.

Pour les ouvriers des usines de la métallurgie de Canton, le bol de fer avait commencé de se fissurer quand la direction a introduit le salaire aux pièces, créant une compétition et une différenciation entre ouvriers, y compris sur la question du rejet ou pas de ce procédé. Tandis que les cadres supérieurs et membres du parti, eux, de façon officielle, par le changement des règles de gestion des danweis, ou simplement par la corruption, avaient des revenus associés à des indicateurs de « réussite » et à l'argent que la danwei engendrait ou empruntait aux banques. Ce fut, après l'incitation donnée aux paysans à produire et vendre aux prix de marché, la

⁷ Tels qu'admirablement filmés par Wang Bing dans « A l'ouest des rails » (2002)

⁸ in : « Anthropologie du nom », Etude N°2 Le Seuil 1998;

généralisation d'un système d'incitations personnelles et financières, en lieu et place de l'idéologie socialiste.

Début 1989, je fus invité à expliquer à des étudiants à Wuhan le fonctionnement réel des capitalismes, auquel ils ne comprenaient vraiment rien, au sens où ils avaient le plus grand mal à l'imaginer et qu'ils le fantasmaient totalement. J'en profitai pour discuter aussi avec eux de leur vision de l'avenir. Une chose les indignait plus que tout : que leur salaire après cinq ans d'études à l'Université soit à peine supérieur à celui d'un ouvrier d'usine. Et ils espéraient vivement que cela allait changer.

Avec la profonde modification des incitations au travail et à la productivité dans les danweis, est venue la réduction de leur poly fonctionnalité. Les logements ont été vendus à leurs membres à bas prix. Mais tant qu'une alternative n'existait pas en termes de nouvel emploi dans une autre « entreprise », les grands danweis industriels n'ont pas été brutalement démantelés. Leur « comptes » étaient simplement équilibrés par les banques publiques. Certains grands danweis ont continué à verser des salaires et à fournir des prestations sociales à leur membres, même s'ils ne produisaient plus rien ou presque.

Le processus fut en revanche souvent beaucoup plus brutal dans nombre de petits danweis, dans les industries jugées non stratégiques par l'Etat et soumis à la concurrence des entreprises privées florissantes.

Mais il fut, au plan d'ensemble, contrôlé, avec, à la chinoise, essais et erreurs, alternances de « libéralisation » et de « tours de vis », expériences pilotes et généralisation. Ce contrôle porta sur le rythme des déplacements, physiques et d'emploi, de la population.

Le système du hukou (passeport intérieur) appliqué de manière discrétionnaire en fonction des besoins de main d'oeuvre dans les villes (construction en plein boom en particulier) et dans les premières zones économiques spéciales comme ShenZhen, a permis le contrôle de l'exode rural et ainsi évité les immenses bidonvilles d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie du sud. Le surplus de main d'œuvre dégagé par l'agriculture était soit canalisé vers les grandes villes, soit maintenu à la campagne et employé dans la petite industrie et les services locaux, très tôt privés ou de propriété très opaquement collective, avec une forte implication des dirigeants de municipalités, également très impliqués dans le boom immobilier général, la spéculation et la corruption dans la cession des terrains urbains à leurs propres entreprises de promotion immobilière privées.

Quant aux licenciements dans ceux des grands danweis industriels qui s'avèrent impossibles à capitaliser sans départs massifs, ils n'ont eu lieu à grande échelle que quand la main d'œuvre a pu être recrutée par les firmes émergentes dans le secteur privé et les JV avec les firmes étrangères, faute de système national d'assurances sociales, dont la mise en place a commencé mais est en 2020 loin d'être terminée.

Autrement dit, le gouvernement chinois a avant tout veillé à ce que monétarisation, capitalisation des danweis et développement d'entreprises privées, ne fasse pas exploser le nombre « d'homme inutiles » en Chine⁹.

⁹ Giraud Pierre-Noel, « L'homme inutile », Odile Jacob, Paris, 2018. Traduction anglaise : « The useless man » à paraître chez Odile Jacob en février 2021.

On peut considérer que la période post-socialiste en Chine se termine avec la révolte de Tien An Men en 1989. Au plan des transformations de l'Etat et de l'introduction de l'économie de marchés, cette datation est cependant assez conventionnelle. Car il y a bien rupture entre socialisme et post-socialisme en Chine en 1978, et cette rupture est, on y reviendra en conclusion, politique et donc datable. En revanche, après la rupture qui ouvre le post socialisme, tout devient affaire de vitesse des processus décrits ci-dessus. C'est une question quantitative. Tout au plus peut-on parler de franchissements de seuils, de périodes charnières.

Pour parler de rupture, il faut revenir à la politique. Tien An Men en est une, sans aucun doute. Car en juin 1989, en pleine période de crise de la phase antérieure (inflation, mécontentements), la révolte des étudiants et du peuple de Pékin ouvre à des possibles très ouverts : la fin du pouvoir du parti, avec risque d'éclatement de la Chine, mais aussi le repli sur soi, voire un brutal retour en arrière.

Avec les trois années de pause et de reprise en main qui suivirent, les années 1989-1992 constituant ainsi une charnière, le parti s'engage à nouveau vigoureusement, à partir de 1993 et après une vaste tournée de Deng dans le sud en 1992, dans la poursuite du développement des marchés et de la capitalisation des danweis, ainsi que dans l'ouverture rapide de la Chine aux investissements étrangers.

On peut donc considérer que le parti établit alors résolument en Chine un « capitalisme » singulier, dont nous tenterons de définir les caractéristiques en conclusion.

La Chine « atelier du monde »

L'industrialisation de la Chine après 1978 s'est d'abord faite, on l'a dit, de manière endogène, par le foisonnement des TVEs, puis la capitalisation des danweis industriels. L'ouverture de la Chine aux investissements directs des entreprises occidentales et japonaises, mais aussi et d'abord issues du monde chinois (HK, Singapour, Taïwan) et l'apparition d'importants excédents commerciaux extérieurs, sont plus tardives : milieu des années 90.

L'objectif essentiel du parti-Etat dans cette ouverture fut le rattrapage technologique. J'ai enquêté en 1998, à Wuhan et Shanghai, dans de nombreuses usines de l'industrie automobile et chimique, à la fois dans des entreprises « publiques » chinoises, donc des danweis industriels en état de capitalisation avancée et dans des JV formées par elles avec des firmes étrangères récemment implantées. Le contraste était frappant. Schématiquement, les usines purement chinoises avaient 20 à 30 ans de retard au plan des techniques de production. La productivité du travail y était beaucoup plus faible, bien qu'il fût encore assez difficile de la mesurer, puisque que les membres des ex danweis en cours de capitalisation étaient loin de tous se consacrer à la production. Dans ces industries et dans bien d'autres, en fait dans toute l'industrie jugée « stratégique » pour la défense et le développement de la Chine par le parti-Etat, les JV étaient toujours contrôlées par la partie chinoise qui fixait les objectifs. Mais les usines, nouvelles en général et situées dans de grands parcs industriels dédiés et dotés d'une bonne logistique, étaient équipées des techniques de production les plus modernes et dirigées par des ingénieurs occidentaux (ou japonais, taïwanais, etc.), toujours flanqués d'adjoints ingénieurs et cadres chinois qui étaient là pour surveiller et surtout pour copier et apprendre au plus vite. Or en quelques mois, avec des ouvriers sélectionnés de l'ex danwei, la productivité du travail avait atteint le niveau

occidental ou japonais, alors que bien sur, les salaires restaient environ dix fois moins élevés.

Sur la base d'une culture industrielle issue du socialisme, techniquement surannée selon les critères occidentaux, mais très solide, le processus d'apprentissage fut donc extrêmement rapide, la compétitivité internationale des JV rapidement écrasante. Avec l'effet d'entraînement sur le reste de l'industrie chinoise, cela explique l'apparition et l'explosion des excédents commerciaux. Des filiales détenues à 100% par des firmes étrangères furent cependant autorisées, par exemple chez certains sous-traitants, mais jamais dans les industries et chainons de production jugées stratégiques par le parti-Etat.

Car l'objectif était clair : copier et assimiler le plus vite possible la technologie, y compris organisationnelle, occidentale. Or elle s'apprend par la pratique. Il fallait donc produire et encore produire, produire le plus possible, monter en production le plus vite possible, quitte à « donner » les excédents commerciaux aux consommateurs américains, en se faisant payer en bons du trésor qui ne seront jamais remboursés et qui ne rapportaient presque rien. Cela dit pour l'époque, car aujourd'hui ces excédents commerciaux accumulés donnent à l'Etat chinois une puissance financière extérieure considérable.

Cette obsession du rattrapage technologique, bientôt relayée par la volonté de se situer à la « frontière » dans tous les grands domaines, ainsi que celle de localiser en Chine même un appareil industriel « complet » sont des constantes de la politique du parti-Etat, de 1978 à aujourd'hui¹⁰. Et tous les moyens furent bons (« Gris ou noir, le bon chat est celui qui attrape les souris », disait Deng), mais durent être découverts, expérimentés, sélectionnés et développés, sous l'étroit contrôle du parti, seul capable à ses propres yeux et très certainement aux yeux d'une bonne majorité de chinois durant cette période, d'assurer que ces bouleversements préservent la « paix dans l'empire » et son intégrité territoriale.

Conclusions

Pour conclure, revenons aux questions soulevées par la conclusion du livre de Christian von Hirschhausen à propos de la Chine. Transition ou rupture ? Comment qualifier la Chine d'aujourd'hui ?

A mon avis, il y a rupture dès 1978. Le post-socialisme commence en Chine dès le retour au pouvoir de Deng. La rupture est idéologique. C'est l'abandon par le parti-Etat de l'objectif socialiste de réduction des grandes différences. Comme Mao l'avait prévu, c'est, dans ses propres termes : la « victoire de la ligne bourgeoise au sein du parti ».

C'est le remplacement du moteur de la vie productive, sociale et politique qu'était « l'idéologie socialiste » et les grandes « campagnes de mobilisation » qu'elle inspirait, par une compétition permanente et générale des individus pour la richesse, individus coordonnés par des marchés et par des hiérarchies (dont, les surplombant

¹⁰ Voir aujourd'hui le Plan « Made in China 2025 », qui prévoit (prescrit...) à cet horizon un système industriel complet à la pointe de toutes les technologies et qui sera très probablement réalisé.

toutes, celle du parti), dans une proportion variable et dans des rapports variés. Je m'exprime volontairement en jargon économique : « compétition, incitations, coordinations, marchés, hiérarchies », car la nouvelle idéologie est économique.

Ce qui suit cette rupture idéologique est un processus multiforme de rattrapage économique et technologique des pays les plus riches, devenu l'objectif unique du parti et fermement dirigé par le parti-Etat. Ce processus est initié très vite par deux ruptures pratiques de grande portée : la monétarisation des surplus paysans et la destruction du « bol de riz en fer » dans les danweis industriels. Il est conduit pragmatiquement, avec des alternances au pouvoir de « réformateurs » et de « conservateurs », comme entre 1989 et 1992. Pour beaucoup d'observateurs, l'accession de Xi Jinping au pouvoir en 2013, après la mise au placard de son rival Bo Xilan, constitue un nouveau tournant conservateur, en ceci que le rôle économique et le contrôle politique de l'Etat sont renforcés. Cependant, même en 2020, malgré le pouvoir acquis par Xi, existent sans aucun doute deux voies au sein du parti et des hommes en réserve dans le bureau politique ou même en résidence surveillée. Mais l'objectif du parti n'est plus que « national » et le débat ne porte que sur les moyens, en particulier le degré d'affrontement souhaitable avec les Etats Unis et la politique économique extérieure phare de Xi « One Belt, One Road ».

Le gouvernement chinois qualifie la Chine d'Etat ayant adopté (ce qui ne veut pas dire qu'elle est définie par) une « économie socialiste de marché ». Pour nous, c'est un oxymore, car il n'y a pas « d'économie socialiste ». Ce qu'on peut dire est que depuis 1978 et au long d'une période de 40 ans, le parti-Etat chinois a laissé une place croissante mais fluctuante aux acteurs capitalistes et aux marchés, tout en fixant seul les orientations stratégiques et en asservissant tous les acteurs à leur mise en oeuvre.

La différence entre la rupture en URSS de 1989 et la rupture en Chine de 1978 est bien sur qu'en Chine, elle est d'abord et avant tout idéologique et que le parti-Etat unique conserve tout le pouvoir, tandis qu'en URSS le parti-Etat s'est effondré et fut remplacé par un autre Etat. En revanche, la question se pose de savoir s'il y a eu, ou pas, rupture idéologique en Russie, en Hongrie, ou même en Allemagne de l'est ¹¹.

Mais revenons à l'Etat, dont nous avons déjà évoqué le caractère « in-périssable ». Une leçon du 20ème siècle est en effet que, depuis la fin de l'époque où l'humanité était organisée en petits groupes de chasseurs-cueilleurs, l'Etat, nécessairement coercitif, injuste, corrompu par les riches, est une constante des peuples rassemblés en « multitudes » et que c'est une utopie de prétendre qu'il puisse « dépérir ».

De plus il apparaît, contrairement à ce que pose l'idéologie économie libérale, mais comme le montrent clairement les historiens des capitalismes, à commencer par Braudel, que l'Etat est premier par rapport à l'économie. C'est lui qui décide de la place à laisser à l'économie, c'est à dire aux acteurs capitalistes coordonnés par des marchés. Et l'Etat chinois a une tradition millénaire de laisser peu de place à l'économie, de n'en faire qu'un instrument de ses buts politiques et de ne pas se laisser asservir ou plutôt déborder par elle.

¹¹ C'est, j'en conviens, une provocation... à réfléchir : et si c'était une façon d'entrer dans une question comme : « pourquoi tant d'allemands de RDA pensaient-ils, à la chute du mur, qu'on allait pouvoir en garder « le meilleur » ? »

Si l'Etat est premier, il y a diversité des capitalismes. « Un » capitalisme est constitué d'une part d'un Etat, souverain sur ce territoire dont il contrôle les frontières, qui définit le champ d'action et les règles du jeu des acteurs capitalistes, qui intervient lui-même dans nombre de secteurs productifs et sociaux et qui exerce ces pouvoirs de manière spécifique et culturellement déterminée ; et d'autre part d'un tressage marchand, au sein d'un territoire, d'activités capitalistes (c'est à dire mises en œuvre par la recherche du profit) nomades et sédentaires¹², dont l'importance relative et les rapports sont variables et spécifiques à un territoire.

Il s'agit donc de caractériser les capitalismes selon différents critères articulés entre eux : le rôle de l'Etat, la place de l'économie de marché, l'importance relative des nomades et des sédentaires en son sein, les rapports aux autres capitalismes.

En trois mots, le capitalisme chinois est : 1) Dirigé, le rôle du parti Etat est resté très important et de nombreux marchés sont contrôlés ; 2) Compact, c'est à dire que le système productif y est voulu aussi complet que possible, étant donné la taille et les ressources naturelles du pays, et que les acteurs nomades issus du territoire (les firmes chinoises en voie de globalisation) sont strictement soumis aux intérêts du territoire, que ces firmes soient publiques (Sinopec) ou privées (Alibaba, Huawei) ; 3) Mercantiliste et impérialiste vis à vis de l'extérieur.

C'est un capitalisme fort différent des capitalismes occidentaux, mais il partage des traits communs avec d'autres capitalismes d'Asie de l'est.

Le « déclin de l'empire américain » dont l'élection de Trump n'est qu'un symptôme, et l'affrontement entre « modèles » de capitalismes très différents sont inévitables et ne font que commencer. Du strict point de vue de la puissance nationale, les capitalismes européens feraient bien de se réinventer, s'ils ne veulent pas être laminés dans le duel sino-américain. Et surtout, il reste à inventer des capitalismes africains capables de faire émerger l'Afrique de façon soutenable pour la planète, ce qui est en vérité le grand défi du siècle.

Epilogue

Quant aux « socialismes » multiples eux aussi, qu'en dire aujourd'hui, une fois débarrassés de l'utopie de dépérissement de l'Etat ?

En épilogue, qu'on me permette de quitter le style de l'analyse, pour évoquer, sur un ton plus personnel, ce que pourrait être une utopie réaliste « progressiste », un « possible » souhaitable :

Puisqu'il est impérissable, il faut « faire avec » l'Etat. Et maintenir l'objectif de réduction des « grandes différences ». Mais s'y prendre autrement que la Commune de Shanghai.

D'abord obtenir de l'Etat qu'il délimite un terrain de jeu restreint et non dangereux pour la nature afin de pouvoir l'abandonner aux inguérissables acteurs capitalistes, les avides, les drogués à la course aux profits, à la consommation mimétique, à la gloire et aux honneurs. Il faut cesser de vouloir les rééduquer, mais il faut tenter de les contenir dans de vastes « Disneyland », en grande partie virtuels, où ils joueront, essentiellement entre eux, à des jeux de gloire et d'argent. Il faudra laisser des portes

¹² Giraud, Pierre-Noël, « L'inégalité du monde », Gallimard, 2019 et « The useless man » : voir note 9

ouvertes vers l'extérieur, afin de permettre aux traders fatigués de s'en échapper. Il faudra aussi organiser le recueil et l'accueil des innovations intéressantes qu'auront produit les avides dans leur course au profit, en particulier dans le domaine du numérique, on y reviendra.

Mais se pose le problème du nombre relatif du groupe des avides, adorateurs du veau d'or, d'une part et d'autre part de la partie du peuple fermement décidée à vivre pour abolir les grandes différences : à vivre pour que chacun ait assez de temps, la seule ressource rare pour l'homme, à consacrer au travail intellectuel et à la culture ; pour que tous aient accès à une nature préservée et puissent s'ils le désirent la cultiver ; pour que les femmes soient pleinement égales des hommes dans la société.

Si les « progressistes », qui veulent réduire les grandes différences et ainsi saper la base même des classes -au sens socio-économique- dans les capitalismes, ne sont qu'une petite minorité, ils ne pourront jamais « prescrire » quoi que ce soit à l'Etat, qui se rangera fermement du côté des avides. Il faut donc que la vie de ceux qui veulent le « progressisme » ainsi conçu devienne rapidement une vie beaucoup plus désirable que celle des avides sous addiction grave, afin que ses partisans augmentent en nombre. Ainsi pourra-t-on cantonner des avides, moins nombreux, dans des jeux pas trop néfastes, et même productifs si on sait les utiliser. D'où le second volet du programme, décisif.

Obtenir de l'Etat qu'il organise, stimule et ou tout cas ne s'oppose pas à une réduction du temps de travail à trois heures par jour, accompagnée d'une répartition adéquate des revenus permettant de vivre, même si c'est très sobrement, en ne « travaillant », au sens traditionnel, que trois heures par jour, comme le faisaient les hommes du dans les petites tribus de chasseurs-cueilleurs.

Tout d'abord, cela sauvera la planète. Mais de plus, la part du travail routinier de production, qui subsistera longtemps, sera mieux partagé et chacun pourra enfin se consacrer beaucoup plus au travail intellectuel, qui sera largement bénévole et d'accès gratuit, aux relations sociales agréables et à la culture. Bref, vivre aujourd'hui comme vivaient les premiers hommes, avant la sédentarisation, l'agriculture et les villes, mais cette fois à l'échelle des multitudes et avec une espérance de vie moyenne à la naissance passée de 30 à 89 ans, le seul « progrès » véritable depuis cette époque.. Ceci réduira la première grande différence : travail manuel/intellectuel, par réduction du temps consacré au premier et augmentation du temps pour une libre pratique du second.

L'objectif est donc d'arracher le plus possible de temps libre à l'emprise du culte du veau d'or. « Travailler 3 heures par jour », 5 jours par semaine pendant 45 semaines par an, pendant 40 ans de « vie active » sur 89 ans d'espérance de vie moyenne à la naissance, est un objectif à mon avis atteignable en quelques décennies à l'échelle de la planète. Trois heures par jour ainsi organisées, c'est 8% de son temps de vie éveillé, de la naissance à la mort, passés à « travailler ».

Cela laisse une belle marge pour organiser la vie « autrement » et pour saper ainsi une condition matérielle essentielle de la domination économique de classe : qu'une grande partie de la population soit encore contrainte de « perdre sa vie à travailler » pour produire, de plus, des choses inutiles et dangereuses. La différence entre les hommes portera sur la qualité et la richesse de leur vie collective, de leur accès au travail intellectuel volontaire et à la culture. Les « bourgeois » avides du veau d'or et incapables de se désintoxiquer auront certes toujours beaucoup plus d'argent que les autres, mais leur vie n'aura plus rien d'enviable.

J'ai bien conscience qu'il s'agit d'une réduction limitée de cette grande différence, et qu'elle diffère de celle que voulait la commune de Shanghai : réduire la différence au sein de la production elle-même, entre acteurs de celle-ci, entre ouvriers et ingénieurs par exemple. Dans ce que je propose, on fait la part du feu : il y aura toujours du travail peu gratifiant, mais on compte sur le technique pour le réduire au minimum et sur la politique pour le répartir de manière plus juste.

La 5G, puis la 6G, intelligemment utilisées, pourvoient à la réduction de la seconde différence : ville /campagne, avec la multiplication des télétravailleurs néo-ruraux et en rendant possible la dispersion, donc une décentralisation, des activités sur tout le territoire, alors que les chaînes de production et logistiques ne seront plus que d'immenses chaînes de robots connectés.

Cependant, ces révolutions techniques et plus généralement la poursuite de la révolution informatique, concentrent énormément le pouvoir sur ce gigantesque système de données, mais elles permettent aussi bien l'émergence de contre-pouvoirs en mettant des multitudes en rapports numériques rapides, haut débit et gratuites, hors des Etats, hors même du regard des Etats. Pouvoirs, contre-pouvoirs autour des données : vaste champ de batailles déjà bien engagées, batailles entre trois types d'acteurs: firmes numériques et numérisées, internautes, Etats, batailles dont l'issue toujours provisoire dépendra de luttes technologiques acharnées entre des « lances » et des « boucliers » numériques.

Quant à la réduction de la troisième différence : homme/femme, elle est en cours, mais très inégalement selon les cultures et encore loin d'être achevée dans celles où elle est la plus avancée.

Mais bien sûr, il ne s'agit là que d'un objectif, un simple « possible » qui ne dit rien de la politique à inventer pour y parvenir, avec les Etats tels qu'ils existent et les multitudes telles qu'elles sont...

Paris, 6 octobre 2000